

Les crédits

approche d'une situation de crise. Le niveau de la dette et du déficit atteint celui de pays pour lesquels le Fonds monétaire international est intervenu.

• (1350)

Récemment, dans les journaux et à la télévision, il y a eu des articles ou des émissions comparant la situation du Canada, aujourd'hui, à celle de la Nouvelle-Zélande, en 1984, lorsque le nouveau gouvernement, socialiste d'ailleurs, a été élu et que dans les jours suivant l'élection il a découvert qu'il ne pouvait plus financer le fonctionnement du gouvernement par des emprunts internationaux. Il avait atteint sa limite.

Je pense sincèrement que nous avons atteint un stade où, en tant que députés du Canada ou des provinces, nous ne nous rendons pas service en essayant de trouver un responsable de la situation dans laquelle nous sommes. Ce n'est pas quelque chose dont un palier de gouvernement est seul responsable. Ce n'est pas seulement un manque de volonté de la part des législateurs, mais aussi un manque d'engagement de la part de tous les Canadiens qui n'ont pas su reconnaître que depuis de nombreuses années, nous consommons plus que nous ne pouvons produire.

Si nous n'arrivons pas à régler cette question ensemble, au niveau national et au niveau provincial, d'autres, à l'étranger, s'en chargeront.

À l'heure actuelle, nous n'épargnons pas suffisamment d'argent pour financer notre propre consommation et nos propres investissements. Nous devons donc faire des emprunts aux pays étrangers. Tôt ou tard, ceux-ci exigeront des taux d'intérêt exorbitants, à cause du risque qu'ils prennent, à leur avis, pour nous consentir des prêts, ou encore, ils refuseront simplement de nous prêter de l'argent. Ça vient. Peu importe le parti au pouvoir, il faudra, en priorité, régler cette question.

Le deuxième grand problème économique auquel nous sommes confrontés, et je pense que tous seront d'accord là-dessus, est celui du chômage. Même si les premiers signes d'une reprise se sont manifestés, il y a encore, au Canada, 1,5 million de chômeurs. La plupart d'entre eux sont des gens qui, au cours des récessions précédentes, avaient réussi à garder leur emploi, des gens compétents qui possèdent une formation et qui, bien souvent, après avoir été licenciés à cause de la conjoncture économique actuelle, n'ont pas réussi à trouver un autre emploi, en tout cas, pas un emploi aussi rémunérateur que celui qu'ils avaient.

Dans toutes les collectivités, dans toutes les industries, on constate que les licenciements ne sont pas temporaires, mais permanents.

Face à ces deux problèmes, l'endettement et le chômage, les décideurs se trouvent en quelque sorte dans une impasse. Ils disent que la lutte contre l'endettement créera plus de chômage, mais que la création d'emplois aggravera l'endettement.

C'est la situation dans laquelle nous nous trouvons. À mon avis, ce dont nous avons besoin avant tout pour régler ces problèmes, c'est d'une approche honnête envers les Canadiens. Nous ne pouvons plus nous permettre de tromper la population, peu importe à quel parti nous appartenons. Nous devons parler honnêtement et directement à la population canadienne de la nature des problèmes qui nous assaillent.

Ensuite, il est primordial que nous ayons une vision de l'avenir que nous voulons réserver à notre pays. Permettez-moi de faire quelques propositions en ce sens.

Tout d'abord, en tant que Canadiens, nous devons renouveler notre engagement d'être les meilleurs. Il ne s'agit pas là simplement de belles paroles. Nous devons faire en sorte que les Canadiens aient l'assurance de pouvoir être aussi bons, sinon meilleurs, que les habitants du reste du monde. Nous pouvons être plus productifs, plus compétents et mieux instruits.

Ensuite, notre engagement envers l'éducation et la formation doit être sans équivoque. Il n'est tout simplement pas satisfaisant que le Canada ait un taux de décrochage scolaire de 30 p. 100 au niveau secondaire et que près du cinquième ou du quart de la population soit incapable de maintenir des compétences suffisantes en lecture et en arithmétique.

Cela ne suffira pas dans le monde du XXI^e siècle, qui est à nos portes, où nous devons non seulement nous concurrencer entre nous ou concurrencer les Américains ou les Mexicains, comme il en est souvent question ici, mais encore les économies naissantes des pays de l'Europe de l'Est, dont la Pologne, la Hongrie et les Républiques tchèque et slovaque, où les travailleurs sont compétents, la population instruite, les attentes salariales modestes et où l'économie redevient graduellement une économie de technologie et de fabrication. Nous aurons aussi à concurrencer les nouvelles économies de l'Asie, dont celles de Singapour, de Taïwan, de la Corée et même de la Chine.